



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du deuxième
trimestre
30 juin 2018



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires	1
Rapport de gestion	2
États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 30 juin 2018	6

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221

Télécopieur : 416-966-5485

Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 21 août 2018.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Staf, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)
Le 21 août 2018

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 30 juin 2018

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques et incertitudes inhérents, généraux et spécifiques. Ainsi, les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives pourraient ne pas se réaliser. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 30 juin 2018 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements en titres de capitaux propres du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada. La CDEV a pour principal objectif d'exercer ses activités dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, les activités de la CDEV étaient essentiellement les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2017 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. La CDEV a consolidé trois filiales au cours de la période : Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et, jusqu'au 29 juin 2018, la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »). Le 29 juin 2018, GEN a été dissoute et a cessé d'être une filiale entièrement détenue. En outre, la Corporation a acquis deux nouvelles filiales entièrement détenues au cours de la période, tel qu'il est mentionné aux notes 1 et 13 afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période close le 30 juin 2018. Les sociétés, Project Deliver I Ltd. et Project Deliver II Ltd. (renommée Trans Mountain Corporation le 17 août 2018), ont été créées pour éventuellement acquérir des entités liées au pipeline Trans Mountain, en Alberta et en Colombie-Britannique, et n'ont exercé aucune activité financière au cours de la période.

Après la clôture du trimestre, le ministre des Finances a désigné Trans Mountain Corporation acheteuse, au nom du Canada, des actions et des parts liées aux activités du réseau de pipeline et du projet d'agrandissement du réseau de pipeline Trans Mountain auprès de Kinder Morgan Cochin ULC, conformément à l'entente d'achat d'actions et de parts datée du 29 mai 2018. L'acquisition devrait se conclure à la fin du mois d'août ou au début de septembre 2018, à un prix d'achat de 4,5 milliards de dollars.

Performance de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre performance, par rapport à nos objectifs clés, est la suivante :

Objectifs clés

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les examens des actifs du gouvernement qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Performance

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos placements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après.

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 45 millions de dollars au cours du premier semestre de 2018. La CDEV a reçu 40 millions de dollars en dividendes au cours du deuxième trimestre.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- La CDEV n'a pas versé de dividende au gouvernement au cours du premier semestre de 2018.
- Nous avons continué de gérer plusieurs projets, et nous sommes toujours disposés à entreprendre des projets faisant appel à nos compétences.
- Nous avons aidé le gouvernement à sélectionner un fournisseur pour préparer les rapports de contrôle diligent et l'analyse financière des actifs du pipeline Trans Mountain.

Société de gestion Canada Hibernia

Les produits nets tirés du pétrole brut, déduction faite des frais de commercialisation, des redevances et de la participation au bénéfice net, ont fléchi de 10 % pour s'établir à 43 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018, par rapport à 48 millions de dollars pour le trimestre correspondant, la hausse des prix du pétrole ayant été plus que neutralisée par la diminution des volumes de vente et par la hausse des redevances et des charges liées à la participation au bénéfice net. Les volumes de vente de 0,68 million de barils par jour au cours du trimestre ont été inférieurs de 26 % aux volumes de 0,93 million de barils par jour vendus au deuxième trimestre de 2017, en raison d'une baisse de 13 % de la quote-part nette de la SGCH des volumes de production quotidiens moyens d'Hibernia combinée aux écarts temporaires dans la vente de cargaisons. Les volumes de production quotidiens moyens bruts du champ Hibernia ont reculé pour s'établir à 129 900 barils par jour, en regard de 153 000 barils par jour pour le trimestre correspondant, ce qui est attribuable à une baisse de production normale ainsi qu'à des problématiques d'ordre opérationnel. La SGCH détient deux participations directes distinctes dans le champ Hibernia, de sorte que les variations de la production nette d'Hibernia revenant à la SGCH ne correspondront pas aux variations de la production brute totale du champ Hibernia.

La SGCH vend son pétrole en fonction du cours de référence du pétrole brut Brent daté, en dollars américains. Les cours moyens du pétrole brut Brent daté se sont améliorés de 50 % au cours du trimestre pour se chiffrer à 74 \$ US le baril, comparativement à 50 \$ US le baril pour le trimestre correspondant de 2017. La progression des cours en dollars américains a été en partie contrebalancée par l'effet négatif du cours de change suivant l'appréciation du dollar canadien, ce qui a donné lieu à une hausse de 44 % du prix de vente moyen obtenu par la SGCH, qui est passé de 66 \$ le baril au deuxième trimestre de 2017 à 96 \$ le baril. La SGCH ne conclut pas de contrats de marchandises (ou de change) à prix fixe et elle vend son pétrole au cours du marché.

Au cours du deuxième trimestre, les dépenses d'investissement ont été en grande partie axées sur les activités de forage de mise en valeur du champ principal d'Hibernia. À court terme, les propriétaires d'Hibernia prévoient miser sur le forage et les activités de reconditionnement dans le champ principal d'Hibernia, y compris la mise en valeur du gisement Ben Nevis Avalon, et les travaux de maintenance liés à la révision trisannuelle prévue de la plateforme qui devraient commencer plus tard au cours du troisième trimestre de 2018.

Canada Eldor Inc.

Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI. Au cours des deux premiers trimestres de 2018, le passif au titre de la remise en état des lieux a diminué de 2,3 millions de dollars en raison d'un règlement d'obligations de 1,5 million de dollars, d'une baisse de 0,8 million de dollars des coûts estimés et d'une variation du taux d'actualisation au cours de la période. CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier en Saskatchewan et pour les coûts d'un régime de retraite de certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre, ce qui devrait permettre

le transfert éventuel de biens miniers au Programme de contrôle institutionnel de la province de Saskatchewan dans un délai de six ans. CEI détient une somme de 19 millions de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ainsi que de liquidités dans le compte du Trésor du Canada qui lui permet d'acquitter ses passifs estimés totalisant 11 millions de dollars.

Corporation d'investissement GEN du Canada

Étant donné que GEN a vendu la totalité des actions ordinaires de GM restantes qu'elle détenait en 2015, elle n'a exercé qu'un niveau réduit d'activités au cours de la période. Le 29 juin 2018, GEN a été dissoute, conformément à l'approbation du gouverneur en conseil.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis le 31 décembre 2017, comme l'indique le rapport annuel de 2017.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis le 31 décembre 2017, comme l'indique le rapport annuel de 2017. Nous évaluons les risques inhérents à l'exploitation et à la construction d'un oléoduc advenant le cas où nous nous porterions acquéreurs d'entités du pipeline Trans Mountain.

États financiers de la période close le 30 juin 2018

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 30 juin 2018 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 46 millions de dollars, comparativement à des produits de 49 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation s'explique surtout par la baisse des produits nets tirés du pétrole brut au cours du trimestre considéré, compensée en partie par des profits de change plus importants et des produits d'intérêts plus élevés pour cette période. Les produits nets tirés du pétrole brut ont reculé de 10 % au deuxième trimestre de 2018, passant de 48 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017 à 43 millions de dollars. Les produits bruts tirés du pétrole brut ont crû de 64 %. Cependant, les redevances et les charges liées à la participation au bénéfice net ont augmenté de manière importante au cours de la période en raison des déductions au titre des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement admissibles proportionnellement plus basses découlant des calculs de redevances et de la participation au bénéfice net, d'un remboursement de redevances inclus dans le trimestre correspondant de l'exercice précédent (qui ne s'est pas reproduit au cours du trimestre à l'étude), d'un taux de redevances accru de façon permanente sur une partie de la production du secteur unitaire du PSH ainsi que de redevances additionnelles liées à la hausse des prix du pétrole.

Pour le trimestre à l'étude, le total des charges, exception faite des charges financières, s'est chiffré à 20 millions de dollars, par rapport à des charges totales de 22 millions de dollars au deuxième trimestre de 2017. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont diminué de 3 millions de dollars au cours du trimestre, en raison des volumes de production moins élevés et des ajustements des stocks. De plus, nous avons comptabilisé une légère perte de change pour le trimestre, contre une perte de 2 millions de dollars pour la période correspondante de 2017. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par une hausse de 3 millions de dollars des honoraires au cours du trimestre, essentiellement attribuable aux activités liées au contrôle diligent du pipeline Trans Mountain.

La provision au titre de la remise en état d'un site a représenté un recouvrement de 0,3 million de dollars au deuxième trimestre en raison d'une modification du montant estimé des droits devant être acquittés aux autorités de réglementation, tandis que la provision avait fait l'objet d'une hausse de 0,1 million de dollars au trimestre correspondant de 2017.

Les produits consolidés du semestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 102 millions de dollars, un léger déclin par rapport aux produits de 105 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce déclin s'explique surtout par la baisse des produits nets tirés du pétrole brut, compensée en partie par des profits de change plus importants et des produits d'intérêts plus élevés. Les produits nets tirés du pétrole brut ont reculé de 6 % depuis le début de l'exercice, passant de 102 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent à 96 millions de dollars en raison d'une hausse de 5 % des produits bruts tirés du pétrole brut, qui ont plus que compensé les redevances et les charges liées à la participation au bénéfice net plus élevées.

Nous avons comptabilisé des profits de change de 3 millions de dollars pour le semestre, contre des profits de change de 1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la tendance à la baisse du dollar canadien, qui a eu une incidence favorable sur les recouvrements de produits et les soldes de trésorerie en dollars américains en fin de mois.

Les charges se sont établies à 42 millions de dollars depuis le début de l'exercice, en diminution par rapport à celles de 46 millions de dollars inscrite pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'épuisement et d'amortissement ont inscrit une baisse, pour se chiffrer à 23 millions de dollars, comparativement à 28 millions de dollars pour le semestre clos le 30 juin 2017, ce qui s'explique surtout par des volumes de production moins élevés. Nous avons comptabilisé une perte de change moins élevée de 1 million de dollars pour le semestre, contre une perte de change de 3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par une hausse de 3 millions de dollars des honoraires depuis le début de l'exercice, essentiellement attribuable aux activités de projet plus importantes liées au pipeline Trans Mountain.

La provision au titre de la remise en état d'un site a représenté un recouvrement de 0,9 million de dollars au premier semestre de 2018 en raison d'une modification du montant estimé des droits devant être acquittés aux autorités de réglementation, tandis que la provision avait fait l'objet d'une hausse de 0,1 million de dollars à la période correspondante de 2017.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 30 juin 2018 ont augmenté à 244 millions de dollars, contre 207 millions de dollars (compte tenu des placements à court terme) au 31 décembre 2017, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ayant dépassé les dépenses d'investissement et les variations du fonds de roulement au premier semestre de 2018.

Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 7 millions de dollars au 30 juin 2018 par rapport au 31 décembre 2017, pour se chiffrer à 30 millions de dollars, en raison d'une hausse du montant à recevoir au titre des ventes de pétrole et des montants à recevoir au titre des appels de fonds.

Les stocks ont augmenté de 1 million de dollars à 5 millions de dollars au 30 juin 2018 par rapport au 31 décembre 2017 en raison de la hausse des volumes de stocks.

Les fournisseurs et autres créditeurs ont reculé de 2 millions de dollars au 30 juin 2018 par rapport au 31 décembre 2017 pour se chiffrer à 14 millions de dollars en raison d'une élimination des appels de fonds à payer, en partie compensée par une hausse des montants à payer au titre des redevances et des charges liées à participation au bénéfice net.

Au cours du premier semestre de 2018 et de la période comparable de 2017, la CDEV n'a versé aucun dividende au gouvernement.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	243 946 \$	176 357 \$
Placements à court terme	—	30 169
Clients et autres débiteurs (note 11)	29 541	22 246
Impôt sur le résultat à recouvrer	285	1 857
Stocks	5 457	4 254
Charges payées d'avance	1 383	260
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	2 135	3 272
	<u>282 747</u>	<u>238 415</u>
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	186 630	197 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	138 543	136 603
Trésorerie détenue en main tierce	14 227	14 227
Actif d'impôt différé	17 785	16 101
	<u>357 185</u>	<u>364 486</u>
	<u>639 932 \$</u>	<u>602 901 \$</u>
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créiteurs	13 739 \$	16 176 \$
Partie courante de la provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)]	3 705	4 627
Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	1 948	3 066
Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies	150	200
	<u>19 542</u>	<u>24 069</u>
Passifs non courants		
Provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)]	130 860	128 771
Provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	7 803	9 014
Obligation au titre des prestations définies	1 505	1 527
	<u>140 168</u>	<u>139 312</u>
Capitaux propres		
Capital social	1	1
Surplus d'apport	603 294	603 294
Déficit accumulé	(123 073)	(163 775)
	<u>480 222</u>	<u>439 520</u>
Engagements (note 9)		
Éventualités (note 10)		
Événement postérieur à la date de clôture (note 13)		
	<u>639 932 \$</u>	<u>602 901 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au nom du Conseil :

 , administrateur

 , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits				
Produit net tiré du pétrole brut [note 8 a)]	42 970 \$	47 530 \$	96 347 \$	102 468 \$
Profits de change	1 186	719	3 242	1 196
Produits d'intérêts	1 381	470	2 509	1 075
	45 537	48 719	102 098	104 739
Charges				
Épuisement et amortissement (note 5)	9 631	12 960	23 039	28 248
Production et exploitation [note 8 b)]	4 612	5 186	11 268	10 564
Pertes de change	146	2 143	843	2 873
Honoraires	4 578	1 124	5 492	2 341
Salaires et avantages du personnel	888	732	1 601	1 875
Autres charges	273	193	521	434
Révision d'estimations relativement à la provision au titre de la remise en état d'un site (note 6)	(290)	122	(904)	122
Charge au titre des prestations définies	15	13	30	26
	19 853	22 473	41 890	46 483
Charges financières				
Désactualisation des obligations de démantèlement [note 6 a)]	727	654	1 437	1 323
Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)]	39	30	78	60
	766	684	1 515	1 383
Bénéfice avant impôt sur le résultat	24 918	25 562	58 693	56 873
Impôt sur le résultat				
Impôt exigible	8 818	8 822	19 675	19 789
Impôt différé	(742)	(902)	(1 684)	(3 607)
	8 076	7 920	17 991	16 182
Bénéfice et résultat global	16 842 \$	17 642 \$	40 702 \$	40 691 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Capital social				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	603 294	603 294	603 294	603 294
Déficit accumulé				
Solde à l'ouverture de la période	(139 915)	(117 651)	(163 775)	(140 700)
Bénéfice	16 842	17 642	40 702	40 691
Solde à la clôture de la période	(123 073)	(100 009)	(123 073)	(100 009)
Total des capitaux propres	480 222 \$	503 286 \$	480 222 \$	503 286 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Activités d'exploitation				
Bénéfice	16 842 \$	17 642 \$	40 702 \$	40 691 \$
Ajustements				
Épuisement et amortissement	9 631	12 960	23 039	28 248
Charge d'impôt sur le résultat	8 076	7 920	17 991	16 182
Prestations définies versées en excédent des charges	(23)	(32)	(72)	(125)
Produits d'intérêts	(1 381)	(470)	(2 509)	(1 075)
Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site	(290)	122	(904)	122
Désactualisation des provisions	766	684	1 515	1 383
Intérêts reçus	1 381	470	2 509	1 075
Provisions réglées	(1 994)	(1 780)	(3 527)	(2 461)
Impôt sur le résultat payé	(8 353)	(7 838)	(18 103)	(29 412)
	24 655	29 678	60 641	54 628
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7)	(7 966)	10 871	(7 734)	5 158
	16 689	40 549	52 907	59 786
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 335)	(6 589)	(14 684)	(17 624)
Vente de placements à court terme	–	–	30 169	–
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	(417)	4 829	(803)	4 665
	(7 752)	(1 760)	14 682	(12 959)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 937	38 789	67 589	46 827
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	235 009	227 952	176 357	219 914
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	243 946 \$	266 741 \$	243 946 \$	266 741 \$
Représenté par :				
Trésorerie	65 035 \$	78 255 \$	65 035 \$	78 255 \$
Équivalents de trésorerie	178 911	188 486	178 911	188 486
	243 946 \$	266 741 \$	243 946 \$	266 741 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ».

En juillet 2015, la Corporation a reçu une instruction (C.P. 2015-1107), en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de la mise en œuvre de cette instruction dans son prochain plan d'entreprise. En octobre 2015, la Corporation avait harmonisé ses politiques, lignes directrices et pratiques.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

Au cours de la période, la Corporation a consolidé trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et, jusqu'au 29 juin 2018, la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, deux nouvelles filiales entièrement détenues ont été constituées en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et acquises par la Corporation. Le 31 mai 2018, la Corporation a acquis 10804126 Canada Inc. et 10804142 Canada Inc. (renommées respectivement Project Deliver I Ltd. et Project Deliver II Ltd. le 12 juin 2018). Les sociétés sont assujetties à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et Project Deliver II est également assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les sociétés ont été créées pour éventuellement acquérir et détenir des entités liées au pipeline Trans Mountain, en Alberta et en Colombie-Britannique, et n'ont exercé aucune activité au cours de la période.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

CEI a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet de développement Hibernia (le « projet Hibernia »), qui est un projet de mise en valeur et de production de pétrole situé au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le projet Hibernia se compose du champ pétrolifère initial du projet, dans lequel la SGCH détient une participation directe de 8,5 %, et du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « secteur unitaire du PSH »), dans lequel la SGCH détient actuellement une participation directe de 5,6 %. La participation directe de la SGCH dans le secteur unitaire du PSH pourrait faire l'objet d'ajustements conformément aux dispositions applicables de l'accord d'union. La participation de la SGCH dans le projet Hibernia a été comptabilisée dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV. L'exploitant du secteur unitaire du PSH est ExxonMobil Canada.

Un compte est détenu au nom des propriétaires de participations directes du projet de développement Hibernia et du secteur unitaire du PSH par son exploitant agissant à titre d'agent (un « compte conjoint »). Toutes les dépenses conjointes liées au projet sont imputées au compte conjoint, lequel est détenu et financé par les participants au pro rata de leur participation directe.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Jusqu'au 6 avril 2015, GEN détenait des actions ordinaires de General Motors Company (« GM »). Au cours de la période close le 30 juin 2018, GEN n'a détenu aucune participation dans GM et n'a exercé qu'un niveau réduit d'activités. Le 29 juin 2018, conformément à l'approbation du gouverneur en conseil, GEN a été dissoute en vertu du paragraphe 210(3) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et, par conséquent, a cessé d'être une filiale entièrement détenue de la CDEV.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 21 août 2018.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont les mêmes que ceux qui sont présentés à la note 2 d) afférente aux états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des nouveaux jugements importants et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations ayant trait à l'application des nouvelles méthodes comptables décrites à la note 3 ci-après.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception des méthodes comptables qui ont été modifiées en raison de l'adoption de nouvelles normes et interprétations comptables en date du 1^{er} janvier 2018, comme il est décrit ci-après. De plus, la charge d'impôts sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée au moyen du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total annuel.

Changements de méthodes comptables

Les normes comptables suivantes publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de la période à l'étude et ont été adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables.

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

L'IFRS 9 remplace les directives existantes de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). L'IFRS 9 comporte des directives révisées sur le classement et l'évaluation des actifs financiers, un nouveau modèle de pertes sur créances prévues aux fins du calcul de la dépréciation des actifs financiers et de nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture. Elle maintient en outre les directives sur la comptabilisation et la décomptabilisation des instruments financiers ainsi que sur le traitement des passifs financiers contenues dans l'IAS 39.

La Corporation a adopté l'IFRS 9 en date du 1^{er} janvier 2018 en appliquant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, les chiffres comparatifs ne sont pas retraités et l'incidence cumulative de la première application de la norme, le cas échéant, est comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués pour l'exercice 2018. Les modifications connexes de l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, ont été appliquées en même temps que l'IFRS 9. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu une incidence significative sur les états financiers consolidés.

La nature et l'incidence des modifications apportées à la méthode comptable de la Corporation concernant les instruments financiers par suite de l'adoption de l'IFRS 9 sont décrites ci-dessous.

a) Classement et évaluation

Actifs financiers : L'IFRS 9 élimine les catégories précédentes établies par l'IAS 39 : prêts et créances, actifs détenus jusqu'à leur échéance et disponibles à la vente. Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Corporation classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes aux termes de l'IFRS 9 :

- évalués au coût amorti (« coût amorti »)
- évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

- évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le classement est généralement fondé sur le modèle économique selon lequel un actif financier est géré et sur les caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. Lors de la comptabilisation initiale, la Corporation peut désigner irrévocablement un actif financier qui satisfait aux critères d'évaluation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat global comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat net si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une non-concordance comptable.

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, la trésorerie détenue en main tierce et les clients et autres débiteurs qui étaient auparavant évalués au coût amorti sont toujours évalués au coût amorti aux termes de l'IFRS 9. Aucun changement significatif n'a été apporté à la comptabilisation de ces actifs financiers. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les clients et autres débiteurs étaient auparavant classés comme des prêts et créances et la trésorerie détenue en main tierce était classée comme détenue jusqu'à son échéance; aux termes de l'IFRS 9, ces éléments sont tous classés au coût amorti.
- La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures qui étaient auparavant classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont dorénavant classés et évalués au coût amorti selon l'IFRS 9. Malgré ces changements au classement, il n'y a pas eu d'incidence sur la valeur comptable des actifs financiers.
- Il n'y a pas eu d'incidence sur le classement ou l'évaluation des passifs financiers de la Corporation puisque les nouvelles exigences touchent seulement les passifs financiers qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et que la Corporation n'a pas de tels passifs. Les passifs financiers de la Corporation, qui se composent des fournisseurs et autres créditeurs, continuent d'être classés et évalués au coût amorti.
- Lors de la comptabilisation initiale, la Corporation évalue ses instruments financiers à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'un actif financier, sauf s'ils sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés en charges dans le résultat net. La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de la transaction.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Dépréciation

Aux termes de l'IFRS 9, il n'est plus nécessaire qu'un événement déclencheur se produise pour entraîner la comptabilisation d'une provision pour pertes de crédit, puisque l'évaluation de la dépréciation des actifs financiers repose sur un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues qui met l'accent sur le risque de défaut touchant les créances ou d'autres actifs financiers, plutôt que sur le modèle fondé sur les pertes subies qui existait selon l'IAS 39. Aux termes de l'IFRS 9, les pertes de crédit seront comptabilisées plus tôt que selon l'IAS 39.

L'IFRS 9 exige que la Corporation comptabilise les pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers au coût amorti sur 12 mois ou sur la durée de vie des actifs. Dans le cas des clients et autres débiteurs de la SGCH (qui ne comportent pas une composante financement importante), la Corporation applique l'approche simplifiée prescrite par l'IFRS 9 pour l'évaluation des pertes de crédit attendues. Selon cette approche, la provision pour pertes doit être évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un actif financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont une estimation, établie par pondération probabiliste, des pertes de crédit. La SGCH a recours à une combinaison d'informations passées, actuelles et prospectives afin de déterminer le montant approprié de la provision pour pertes. Aucun des actifs financiers de la Corporation ne comporte une composante financement. La comptabilisation plus hâtive des pertes découlant du passage au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues s'est répercutée sur la provision pour pertes estimée de la SGCH à l'égard des clients et autres débiteurs au 1^{er} janvier 2018; toutefois, cette incidence n'était pas significative aux fins de la comptabilisation et n'a requis aucun ajustement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont aussi visés par les exigences de l'IFRS 9 en matière de dépréciation, mais la perte de valeur repérée n'était pas significative.

En conséquence, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence sur le solde d'ouverture des résultats non distribués de la Corporation au 1^{er} janvier 2018.

c) Estimations et jugements

La SGCH exerce un jugement considérable pour établir l'estimation d'une perte de crédit attendue en tenant compte d'estimations actuelles et d'informations prospectives.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

d) Transition

Le tableau qui suit présente les catégories d'évaluation et les valeurs comptables initiales conformément à l'IAS 39 ainsi que les nouvelles catégories d'évaluation aux termes de l'IFRS 9 pour les actifs financiers et les passifs financiers de la Corporation au 1^{er} janvier 2018.

	Classement initial selon l'IAS 39	Nouveau classement selon l'IFRS 9	Valeur comptable initiale selon l'IAS 39	Incidence de l'IFRS 9		Nouvelle valeur comptable selon l'IFRS 9
				Reclassement	Réévaluation	
Actifs financiers :						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	176 357	–	–	176 357
Placements à court terme	Prêts et créances	Coût amorti	30 169	–	–	30 169
Clients et autres débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti	22 246	–	–	22 246
Trésorerie détenue en main tierce	Détenue jusqu'à l'échéance	Coût amorti	14 227	–	–	14 227
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus au titre d'obligations futures	À la juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	139 875	–	–	139 875
Passifs financiers :						
Fournisseurs et autres créanciers	Prêts et créances	Coût amorti	16 176	–	–	16 176

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »)

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et les interprétations connexes. L'IFRS 15 précise de quelle manière et à quel moment une entité doit comptabiliser des produits des activités ordinaires et elle contient un modèle unique en cinq étapes fondé sur des principes qui s'appliquera à tous les contrats conclus avec des clients.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

La Corporation a adopté l'IFRS 15 en appliquant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, les chiffres comparatifs ne sont pas retraités et l'incidence cumulative de la première application de la norme, le cas échéant, est comptabilisée dans le solde d'ouverture des résultats non distribués pour l'exercice 2018.

La Corporation a évalué ses sources de produits des activités ordinaires et ses contrats conclus avec des clients en suivant le modèle en cinq étapes et les autres directives de l'IFRS 15. Elle a déterminé que l'adoption de l'IFRS 15 n'avait pas d'incidence sur des états financiers consolidés, hormis les informations à fournir supplémentaires présentées ci-dessous et à la note 8. Par rapport à ses pratiques actuelles, la Corporation n'a apporté aucune modification à la comptabilisation et à l'évaluation des produits des activités ordinaires tirés de ses contrats conclus avec des clients.

Nature des contrats conclus avec des clients

La SGCH tire des produits des activités ordinaires de la vente de pétrole brut à des clients dans le cours normal de ses activités. La SGCH a recours à un agent de commercialisation pour obtenir ses contrats de vente de pétrole brut et elle participe à un groupe de commercialisation au sein duquel les participants mettent en commun leur pétrole brut pour faciliter les ventes de cargaisons complètes de pétrole brut aux clients. Les contrats que conclut la SGCH avec des clients sont à court terme de par leur nature, et un contrat correspond habituellement à une cargaison.

Les modalités de paiement varient d'un contrat à l'autre, mais le paiement est généralement requis dans les 30 jours suivant la date du connaissance relatif à une cargaison. Le client fait son paiement à l'agent de commercialisation. Deux jours ouvrables après cette date, l'agent de commercialisation verse à la SGCH sa quote-part de la contrepartie associée à la cargaison, déduction faite des frais de commercialisation, conformément aux modalités de l'accord de commercialisation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués au prix de transaction, lequel correspond au montant de contrepartie précisé dans un contrat conclu avec un client et comprend un élément de contrepartie variable. La contrepartie variable reflète les prix de vente fondés sur les prix de référence du pétrole brut à des dates futures; ainsi, le prix de transaction n'est pas connu au moment de la signature du contrat.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle du pétrole brut est transféré au client, ce qui a généralement lieu au moment où le titre de propriété passe de la SGCH au client, au montant de contrepartie auquel l'entité s'attend à avoir droit. La Corporation remplit ses obligations de prestation prévues aux contrats conclus avec les clients lors de la livraison du pétrole brut, ce qui se produit à un moment précis. Le pétrole brut peut être considéré comme ayant été livré lorsqu'il est chargé à bord d'un navire ou lorsqu'il atteint le point de destination du client, selon les modalités de livraison. Les modalités de livraison et le lieu de transfert du titre de propriété sont indiqués dans chaque contrat.

La SGCH verse à l'agent de commercialisation des frais de commercialisation fixes par baril de pétrole brut vendu. La SGCH a recours à une mesure de simplification permettant de comptabiliser en charges ces coûts d'obtention d'un contrat à mesure qu'ils sont engagés, lorsque la période d'amortissement est d'un an ou moins.

Estimations et jugements

La SGCH exerce son jugement pour établir ses obligations de prestation selon les contrats conclus avec ses clients et le degré de ventilation des produits des activités ordinaires aux fins de la présentation de l'information.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée (« IFRIC 22 »)

L'IFRIC 22 apporte des éclaircissements sur la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à appliquer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe lorsqu'une entité a payé ou reçu une contrepartie anticipée en monnaie étrangère. L'application de l'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Corporation.

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées mais non encore entrées en vigueur

Un certain nombre de nouvelles normes, de modifications apportées à des normes et d'interprétations ne sont pas encore en vigueur pour la période close le 30 juin 2018 et n'ont pas été appliquées pour la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les prises de position en comptabilité qui pourraient s'avérer pertinentes pour la Corporation sont indiquées ci-dessous. Cette dernière n'a pas l'intention d'adopter ces prises de position de façon anticipée.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Récentes prises de position en comptabilité publiées mais non encore entrées en vigueur (suite)

IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »)

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16. L'IFRS 16 élimine l'actuel double modèle de comptabilisation pour les preneurs, qui fait une distinction entre les contrats de location-financement inscrits au bilan et les contrats de location simple hors bilan. Cette norme instaure plutôt un modèle unique de comptabilisation au bilan qui est similaire à la comptabilisation actuelle des contrats de location-financement. Certains contrats de location à court terme (d'une durée de moins de 12 mois) et les contrats de location pour lesquels l'actif a une faible valeur sont exemptés des exigences et peuvent continuer à être traités comme des contrats de location simple. L'IFRS 16 s'applique aux exercices devant être ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise si l'IFRS 15 a également été adoptée.

La Corporation effectue l'évaluation de l'incidence de la nouvelle norme, y compris l'examen et l'analyse de ses contrats de location simple et de ses autres contrats. Toutefois, l'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés de la Corporation n'a pas encore été déterminée. L'ampleur de l'incidence dépend des facteurs qui existent à la date d'adoption, par exemple la composition des contrats de location de la Corporation, la conjoncture économique future (notamment les taux d'emprunts) et l'étendue dans laquelle la Corporation choisit d'appliquer des mesures de simplification et des exemptions relatives à la comptabilisation.

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »)

L'IFRIC 23 a été publiée en juin 2017 et elle apporte des éclaircissements au sujet de l'application des exigences de comptabilisation et d'évaluation contenues dans l'IAS 12, *Impôt sur le résultat*, en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux que les autorités fiscales n'ont pas encore acceptés. L'interprétation entre en vigueur aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La CDEV n'a pas encore déterminé quelle incidence aura, le cas échéant, l'application de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Immobilisations corporelles

	Actifs de mise en valeur du pétrole et installations de production
Coût	
Solde au 31 décembre 2017	512 664 \$
Entrées de la période	11 284
Ajustements de démantèlement	1 754
Solde au 30 juin 2018	525 702 \$
Épuisement et amortissement cumulés	
Solde au 31 décembre 2017	315 109 \$
Épuisement et amortissement	23 963
Solde au 30 juin 2018	339 072 \$
Valeur comptable	
Au 31 décembre 2017	197 555 \$
Au 30 juin 2018	186 630 \$

Au 30 juin 2018, les coûts soumis au calcul de l'épuisement et de l'amortissement rendaient compte des coûts de mise en valeur futurs de 479 495 \$ (491 000 \$ au 31 décembre 2017).

Au 30 juin 2018, une évaluation des indications de dépréciation de l'unité génératrice de trésorerie de la SGCH a été effectuée. Aucune indication n'a été relevée et, par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

	Obligations de démantèlement	Remise en état du site
Solde au 31 décembre 2017	133 398 \$	12 080 \$
Provisions additionnelles	–	–
Modifications des estimations	(196)	(808)
Obligations réglées	(2 024)	(1 503)
Variation du taux d'actualisation	1 950	(96)
Désactualisation	1 437	78
Solde au 30 juin 2018	134 565 \$	9 751 \$
Partie courante	3 705	1 948
Partie non courante	130 860	7 803
Provisions	134 565 \$	9 751 \$

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de la SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 267 014 \$ au 30 juin 2018 (268 401 \$ au 31 décembre 2017). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les antécédents d'exploitation et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant actuellement prévue pour 2056, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. La provision a été calculée au 30 juin 2018 selon un taux d'inflation de 2,00 % (2,00 % au 31 décembre 2017) et a été actualisée selon un taux sans risque moyen de 2,17 % (2,16 % au 31 décembre 2017).

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions (suite)

b) Provision au titre de la remise en état d'un site de CEI

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. La provision au titre de la remise en état d'un site en date de l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière est liée au démantèlement d'un ancien site minier. La responsabilité de la surveillance et de la gestion de ce site incombe à Cameco. CEI comptabilise ces coûts selon des estimations que lui fournit Cameco. Ces estimations sont fondées sur des variables et des hypothèses assujetties à des incertitudes, notamment quant au temps nécessaire à l'achèvement des travaux et aux coûts à engager au cours de cette période. L'estimation future des coûts de remise en état du site a été actualisée au taux de 1,98 % (1,73 % au 31 décembre 2017), et un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2017) a été utilisé pour calculer la provision au 30 juin 2018.

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 30 juin se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Variation des clients et autres débiteurs	(10 796) \$	17 108 \$	(7 295) \$	11 951 \$
Variation des stocks	(1 379)	(793)	(279)	1 156
Variation des charges payées d'avance	124	417	(1 123)	(807)
Variation des fournisseurs et autres crédateurs	2 591	(8 886)	(2 437)	(10 634)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(9 460) \$	7 846 \$	(11 134) \$	1 666 \$
Liée aux :				
Activités d'exploitation	(7 966) \$	10 871 \$	(7 734) \$	5 158 \$
Activités d'investissement	(1 494)	(3 025)	(3 400)	(3 492)
	(9 460) \$	7 846 \$	(11 134) \$	1 666 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

Les dépenses d'immobilisations corporelles comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Entrées d'immobilisations corporelles (note 5)	(5 841) \$	(3 564) \$	(11 284) \$	(14 132) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'investissement	(1 494)	(3 025)	(3 400)	(3 492)
Sorties de trésorerie liées aux dépenses d'immobilisations corporelles	(7 335) \$	(6 589) \$	(14 684) \$	(17 624) \$

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 30 juin se détaille comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produit brut tiré du pétrole brut	65 092 \$	61 274 \$	145 912 \$	138 744 \$
Moins les frais de commercialisation	(87)	(133)	(256)	(276)
Moins les redevances	(17 157)	(10 106)	(38 284)	(27 593)
Moins la participation au bénéfice net	(4 878)	(3 505)	(11 025)	(8 407)
Produit net tiré du pétrole brut	42 970 \$	47 530 \$	96 347 \$	102 468 \$

Le tableau suivant présente la répartition des produits des activités ordinaires tirés du pétrole brut selon le principal marché géographique :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Europe	16 945 \$	– \$	51 728 \$	18 067 \$
Canada	–	9 737	36 432	42 344
États-Unis	13 755	39 899	23 360	66 695
Amérique du Sud	17 521	–	17 521	–
Asie	16 871	11 638	16 871	11 638
	65 092 \$	61 274 \$	145 912 \$	138 744 \$

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation (suite)

- b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 30 juin étaient les suivants :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia	3 822 \$	3 662 \$	9 440 \$	8 728 \$
Transport du pétrole brut	1 402	2 528	3 118	3 733
Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net	(612)	(1 004)	(1 290)	(1 897)
Total des frais de production et des charges d'exploitation	4 612 \$	5 186 \$	11 268 \$	10 564 \$

9. Engagements

Les engagements de la CDEV au 30 juin 2018 sont résumés dans le tableau qui suit et ils incluent le transport du pétrole brut et les engagements de transbordement, la quote-part revenant à la SGCH des engagements contractuels du projet Hibernia (les puits et les services connexes, y compris les hélicoptères et les navires de soutien) et les contrats de location simple pour les bureaux de la CDEV et de la SGCH et la quote-part revenant à la SGCH des bureaux de la SEDH.

	2018	2019 à 2022	Par la suite	Total
Transport du pétrole brut et services de transbordement	2 825 \$	17 592 \$	28 606 \$	49 023 \$
Contrats liés au projet Hibernia	2 850	22 873	–	25 723
Bureaux	286	392	–	678
Total des engagements	5 961 \$	40 857 \$	28 606 \$	75 424 \$

10. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation ou ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

10. Éventualités (suite)

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro et située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

En mars 2015, la CDEV a reçu une assignation devant le tribunal pour une poursuite intentée en 2014 en République du Panama contre Multidata Systems International Inc., Nordion Inc. et la CDEV. Les demandeurs ont fait valoir dans leur poursuite que les défendeurs sont responsables des blessures subies en raison d'une surexposition aux radiations émises par du matériel alors qu'ils recevaient des traitements dans une clinique du Panama. La direction est d'avis qu'il est improbable qu'une sortie de ressources soit nécessaire au titre de cette poursuite; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers consolidés au 30 juin 2018.

11. Risques auxquels est exposée la Corporation

Aperçu

De par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2017. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers auxquels est exposée la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

La CDEV est exposée à des risques financiers, notamment le risque de marché associé aux prix des marchandises, aux taux de change et aux taux d'intérêt, ainsi que le risque de crédit et le risque de liquidité. La nature et l'ampleur des risques découlant des actifs et des passifs financiers de la Corporation sont décrites dans les notes afférentes à ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

11. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

Le risque de crédit est le risque que la Corporation subisse une perte financière si un client ou une partie contractante à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement des clients et autres débiteurs de la SGCH, dont la composition se présente comme suit :

	30 juin 2018	31 décembre 2017
Contrats conclus avec des clients	23 749 \$	18 328 \$
Entreprise commune Hibernia	2 671	1 661
Crédits de taxe sur les intrants TPS/TVH	1 429	1 439
Autres	1 692	818
Clients et autres débiteurs	29 541 \$	22 246 \$
Montant impayé depuis plus de 90 jours	778 \$	778 \$

La SGCH applique l'approche simplifiée aux fins de l'établissement d'une provision pour pertes de crédit attendues, en ayant recours à une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur toutes les créances clients. Pour évaluer la provision pour pertes de crédit attendues sur les créances clients, la SGCH utilise une matrice fondée sur le nombre de jours depuis lesquels les créances sont en souffrance. La qualité du crédit des contreparties de la SGCH étant très grande, la provision pour pertes de crédit attendues au 30 juin 2018 n'est pas significative aux fins comptables.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Corporation (notamment ceux qui sont détenus en main tierce et détenus au titre du fonds pour abandon futur et du fonds lié aux risques) sont exposés à des banques et institutions financières canadiennes de première qualité et au gouvernement du Canada. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues au 30 juin 2018 au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie n'est pas significative aux fins comptables.

La Corporation n'a enregistré aucune perte de valeur au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 ou 2017.

12. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017, la CDEV n'a versé aucun dividende au gouvernement du Canada.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre et semestre clos le 30 juin 2018

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

13. Événement postérieur à la date de clôture

Le 15 août 2018, le ministre des Finances a désigné Trans Mountain Corporation (auparavant, Project Deliver II Ltd.), filiale de CDEV, acheteuse de certaines entités liées au réseau de pipeline Trans Mountain et au projet d'agrandissement du réseau de pipeline Trans Mountain auprès de Kinder Morgan Cochin ULC. L'acquisition devrait se conclure à la fin du mois d'août ou au début de septembre 2018, à un prix d'achat de 4,5 milliards de dollars qui sera financé par un emprunt auprès du gouvernement.